

— Edition spéciale logement —

L'ETAT, C'EST LA CATA

Imaginez. Imaginez, qu'un jour, un individu vous raconte qu'il a trouvé quelques rats et quelques prises électriques défilantes dans sa villa, et qu'à cause de ça, il l'a faite détruire à la pelleteuse. Vous conclurez immédiatement que vous avez affaire soit à un gros mytho soit à un grave cinglé.

Et pourtant. Pourtant, c'est parce que dans tel immeuble il y avait des blattes et que dans tel autre des prises électriques étaient esquintées que nos politiciens nous expliquent qu'ils ont envoyé des pelleteuses détruire plus d'un millier d'appartements HLM rien qu'à Toulouse*1.

L'immeuble des Izards, habité maintenant par des familles de réfugiés Syriens était du

prochain lot de ces HLM promis à la casse. Il a été réhabilité par ses nouveaux habitants. La vie s'y organise. Les enfants sont scolarisés. Des cours de français pour les adultes vont avoir lieu... qu'à cela ne tienne, le pouvoir a inventé un nouveau truc démentiel. Imaginez-vous qu'il veut les reloger... à 500 km d'ici (c'est du moins ce



Toulouse : une pelleteuse détruit des logements sociaux en parfait état

qui a été proposé à une famille cette semaine).

Petite note de dinguerie supplémentaire, alors qu'il veut

expédier les Syriens de Toulouse dans le nord du pays, l'Etat fait venir des réfugiés du nord du pays (plus précisément de Calais)... à Toulouse. Et comme rien n'est trop grotesque, il a loué pour cela, à l'année, un jet privé (coût : 1,5 millions d'euros pour l'année)*2.

Bafouer l'Humanité en insultant la Raison voilà la performance actuelle de l'Etat-Casseur qui verse des larmes de crocodile sur les catastrophes dont il est le premier responsable.

*1/Voir l'article suivant

*2/Source : <http://www.streetpress.com/sujet/1445014291-jet-prive-police-migrants-Calais> Voir aussi La Dépêche du 21/10/2015

STOP AUX DESTRUCTIONS MASSIVES DE LOGEMENTS SOCIAUX

Toutes les familles qui demandent un HLM en font la triste expérience : les listes d'attente sont très longues ! Entre le moment où l'on dépose son dossier et celui où l'on obtient enfin un logement, des mois ou des années peuvent passer...

Les politiciens, les gestionnaires de HLM nous expliquent qu'ils n'y peuvent rien, que ce n'est pas de leur faute.

Ils « oublient » de dire que la pénurie de logements sociaux est une conséquence directe de leurs décisions politiques. En effet, si on manque si cruellement de logements sociaux, c'est parce qu'ils ont décidé d'en détruire massivement !

A Empalot, aux Izards, à Bellefontaine, à Reynerie, bref dans tous les quartiers populaires c'est plus d'un millier d'appartements HLM qui suite en page 2

PROCES DE LA HONTE

Le procès de Habitat Toulouse contre les réfugiés Syriens aura lieu le vendredi 6 novembre à 9 heures au Tribunal 40 av. Camille Pujol (voir en page intérieure). VENEZ NOMBREUX. SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PETITION.

Vous pouvez utiliser le QR code ci-contre.



"UN AUTRE FUTUR",
 un journal de la CNT-AIT de
 Toulouse.
 7 rue St Rémésy 31000
 téléphone: 0561528648
 contact@centaitoulouse.lautre.net
 www.centaitoulouse.lautre.net
 Pour nous rencontrer, pour un
 problème lié à votre emploi ou
 pour vous tenir au courant des
 luttes en cours, notre local est ou-
 vert au public pour une
 permanence tous les samedi de
 17H00 à 19H00. Vous pouvez aus-
 si nous trouver lors des tables de
 presse au marché de St Sernin le
 dimanche à partir de 10H30 et à
 l'université du Mirail devant les
 marches de l'arche le mercredi à
 partir de 12H30.

suite de la page 1

ont été détruits ces dernières années. Des centaines et des centaines d'autres appartements sont promis à la démolition dans les prochains mois. Etonnez-vous après ça qu'on en manque !

Le mobile de ce crime social est simple : les politiciens ont fait le choix d'embourgeoiser Toulouse et donc de vider notre



ville d'une partie de ses pauvres. C'est pourquoi quand les occupants des HLM détruits sont relogés, ils le sont ... loin (parfois à des dizaines de kilomètres de la ville). Le scénario lui aussi est simple. Quand les politiciens décident de détruire des HLM, ils commencent par les vider petit à petit : les locataires qui partent ne sont pas remplacés (des appartements restent donc inoccupés pendant des mois). Ensuite, pour pousser d'autres locataires à quitter les lieux « spontanément », ils

n'assurent plus correctement l'entretien des espaces collectifs. Comme ça, l'immeuble finit par s'encrasser et les politiciens peuvent donc le déclarer « insalubre » (voir notre témoignage page 3). Il ne reste plus alors qu'à pousser dehors (souvent de force) les derniers récalcitrants, et le tour est joué : la destruction peut commencer.

Assez d'hypocrisie : puisqu'il manque de logements sociaux, qu'on commence par arrêter de les détruire !

LE PROCES DE LA HONTE

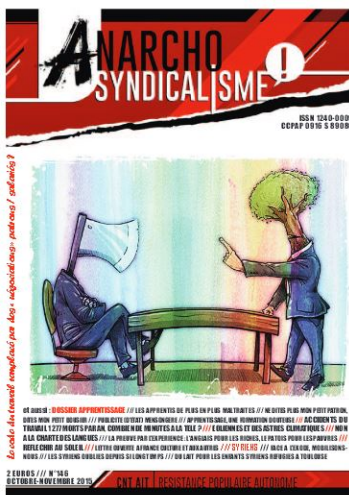
Des milliers de Syriens, hommes, femmes, enfants, vieillards... ont du fuir une guerre ignoble en ne pouvant compter que sur eux-mêmes pour sortir de ce pays ensanglanté par les forces de Bachard Al Assad, de ses alliés et par les islamofascistes de DAESH. Cet ainsi que quarante et quelques familles syriennes ont fini par trouver asile à Toulouse en mars-avril 2015 et ont pu s'auto-louer dans un grand bâtiment HLM du

quartier des Izards. Ce bâtiment était presque totalement inoccupé (il n'y restait que deux ou trois locataires) car Habitat Toulouse l'avait vidé vu que sa destruction est programmée pour dans deux ans.

C'était là une bonne solution d'attente : Habitat ne perd pas un centime (puisque les logements occupés maintenant par les Syriens ne lui rapportaient rien depuis des mois). De plus, les familles syriennes ont nettoyé et réhabilité les lieux.

Elles y vivent en tranquillité. Mais les drames humains subis par ces personnes, leurs blessures, leurs traumatismes n'ont sûrement pas parus suffisants à Habitat. Il fallait en rajouter une couche. Le jour même où le monde entier s'indignait de voir affreusement mourir un petit enfant Syrien sur une plage (parmi tant d'autres), Habitat Toulouse faisait distribuer par huissier une assignation d'expulsion aux réfugiés Syriens des Izards. Beurk

suite en page 3



Le numéro 146 de notre journal "Anarchosyndicalisme !" (numéro d'octobre/novembre) est toujours disponible. Vous pouvez vous le procurer sur nos tables de presse. Le prochain numéro paraîtra en décembre. Pour vous abonner passez ou écrivez-nous au 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse, en joignant un chèque de 10 euros.

suite de l'article "Le procès de la honte"

. Les réfugiés Syriens sont convoqués pour un honteux procès qui aura lieu le 6 novembre à 9 heures au tribunal d'instance, 40 avenue Camille Pujol.

Nous rappelons que les procès sont publics, alors n'hésitez pas à venir assister à l'audience pour apprécier en direct et à leur véritable valeur les « qualités humaines » des « élus » et des « gestionnaires (dits) sociaux ».

En attendant, signez et faites signer massivement la pétition :

<http://www.petitionpublique.fr/Peticiao->

[Ver.aspx?pi=P2015N48243](http://www.petitionpublique.fr/Ver.aspx?pi=P2015N48243) :

Grand Mirail

L'immeuble Gluk a été rasé. Pourtant, il était en parfait état (totalement rénové voici une dizaine d'années) ; tellement en bon état d'ailleurs que les pouvoirs publics n'ont pas pu nous sortir la chansonnette habituelle sur « l'insalubrité ». Ils ont dû inventer une autre fable : il fallait disaient-

COMMENT ON ORGANISE L'INSALUBRITE

témoignage

« J'ai vécu moi-même dans la cité des Izards, dans la même barre d'immeuble que les réfugiés Syriens, il y a déjà quelques années. Cette barre d'immeuble, n'a pas été correctement entretenue. Je me souviens que, quand il y avait de fortes pluies le hall d'entrée était parfois inondé. Des travaux très simples auraient pu nous éviter facilement ces bains de pieds réguliers! Le traitement « anticafards » était fait très irrégulière-

ment. J'ai connu des périodes où mon appartement était complètement envahi de blattes ! Pourtant, un traitement aurait pu être fait régulièrement, tous les six mois, comme ça se fait dans beaucoup d'autres immeubles. C'est efficace (c'est ce qui est fait dans l'immeuble que j'habite actuellement). Et les loyers augmentaient malgré tout cela. Je suis parti de cet endroit. C'était le but recherché. »

ils «aérer et boiser le quartier ». Côté boisage, ils ont commencé par couper les grands et beaux arbres qui étaient devant les immeubles, pour que les engins de quartier puissent passer. Maintenant, c'est l'immeuble Messenger, qui justifierait tout au plus d'un rafraîchissement, qu'ils veulent anéantir.

L'IMMEUBLE MESSENGER

PROCHAINE VICTIME DE LA POLITIQUE DE DESTRUCTION MASSIVE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Messenger, ce sont 250 appartements spacieux. Ce sont des appartements de qualité, conçus par l'architecte Candilis (disciple de Le Corbusier). Lors de la construction, dans les années 70, le quartier avait même reçu les « Lauriers d'or de l'habitat ».

L'immeuble abrite à la

fois des ouvriers retraités, devenus souvent propriétaires de leur appartement au terme d'une vie de travail et des locataires, souvent des jeunes familles. Le quartier s'est appauvri au fil des ans et connaît donc des problèmes liés à la pauvreté. Mais détruire un immeuble de plus ne rendra pas le quartier plus riche et cela coûtera une fortune. La destruction est estimée à 17 millions d'euros (auxquels s'ajouteront probablement d'énormes « surcoûts », habituels dès qu'il s'agit de travaux publics). La seule question

qui se pose est : n'y aurait-il pas mieux à faire avec cet argent ? La réponse est oui, franchement oui, et nous allons le démontrer.

A Bordeaux, il existe un immeuble plus vétuste que Messenger, deux fois plus grand (530 appartements). Il s'agit du Grand Angle dans le quartier du Grand Parc. Le Grand Angle ne sera pas détruit. Il sera réaménagé, intelligemment. La surface de tous les logements va même être augmentée d'environ 20 mètres carrés, grâce à « ...une charpente métallique extérieure greffée aux façades existantes ». La perfor- suite en page 4



suite de l'article "Messenger"

mance énergétique globale des bâtiments deviendra comme ça excellente. Maintenant, parlons argent, puisque c'est la seule chose qui intéresse les politiciens. Le coût de la rénovation bordelaise sera de 28 millions d'euros, soit environ 52 830 euros par appartement. Le coût de la destruction toulousaine sera de 17 millions d'euros, soit 68 000 euros par appartement. Pour ces tarifs, à Bordeaux le patrimoine sera maintenu et même amélioré ; et à Toulouse, on aura un tas de gravats.

Pour en savoir plus : voir « Anarchosyndicalisme ! », n°141

— Bourbaki —

COUPURE ILLEGALE

Au quartier Bourbaki, 70 personnes se sont fait couper l'eau et l'électricité. Ensuite il y a eu bétonnage et mise en place de deux vigiles pour que personne ne puisse ouvrir la vanne d'eau. Sait-on jamais, au cas où des habitants auraient eu des goûts de luxe, comme de vouloir boire de l'eau potable et prétendre se laver... La coupure d'eau est une pratique totalement illégale. Les plus hautes juridictions l'ont rappelé. Aucun «responsable politique» ne peut l'ignorer. Pourtant, c'est en toute impunité que Habitat Tou-

louse (avec comme patron Franck Biassoto, adjoint au maire de Toulouse) a commis cette illégalité. Pour loger les gens en difficulté, le « bailleur social » a du mal ; mais pour aggraver leur situation, Habitat Toulouse, ne lésine pas sur les moyens : de l'argent pour payer des vigiles, de l'argent pour détruire des bâtiments en bon état ... il y en a. Mais, pour répondre aux besoins réels et immédiats, c'est manifestement plus difficile. A moins que couper l'eau et mettre des vigiles constitue une aide d'urgence humanitaire...

— Bidonvilles à Toulouse —

Bidon, bidon, bidonville, chantait Claude Nougaro... on ne saurait si bien dire. En effet, dans notre paysage familial à côté des boutiques, des banques, des édifices publics, des monuments... depuis pas mal d'années des bidonvilles se rajoutent au « patrimoine » toulousain. Là se logent souvent des familles qui, bien qu'ayant un revenu, ne

peuvent subvenir à un besoin essentiel : se loger décentement. Et oui, un (maigre) salaire ne suffit pas toujours à trouver un logement. Les bidonvilles étaient apparus après les grandes destructions liées à la seconde guerre mondiale. Ils avaient fini par disparaître dans les années 70. Et ils sont réapparus une vingtaine d'années après... On peut se poser la question de sa-

voir pourquoi on est revenu si tristement en arrière alors qu'il y a en France plus de deux millions et demi de logements vacants et que leur nombre a augmenté de 40 % dans les dix dernières années*1. Comme quoi, si l'on voulait résoudre vraiment le problème, on pourrait !

*1 http://www.francetvinfo.fr/societe/debats/2-6-millions-de-logementsvacants_840513.html

Pour recevoir gratuitement et sans engagement de votre part les 3 prochains numéros d'*Anarchosyndicalisme !* remplissez ce bon et retournez-le à : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse.

NOM PRENOM

ADRESSE

..... EMAIL